

## **EDITO**

**L**a fête de l'Humanité a tenu ses promesses de grande fête populaire permettant au fil de ses très nombreux débats, un grand brassage d'idées, avec au centre la volonté de changements transformateurs de la société et les moyens à mettre en œuvre pour y arriver à la veille des élections présidentielles et législatives.

Les luttes récentes, les résistances des citoyens, des salariés, des jeunes et des moins jeunes, face aux coups de la droite, montrent que le peuple n'est pas en posture d'attente. Mais pour ouvrir des perspectives, il y a besoin de faire de grands efforts sur les contenus notamment sur les moyens financiers, les pouvoirs à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs que nous nous fixons en terme d'emplois.

Malgré une heure peu propice, (mais il fallait bien caser tous les débats), " la rencontre des initiatives pour l'emploi " a rassemblé de nombreux acteurs au cœur de ce qui bouge et de ce qu'il faut faire bouger pour : " encourager et populariser les batailles engagées, faire reculer les situations de précarité de l'emploi et concrétiser à partir de cas pratiques, une démarche de sécurisation de l'emploi et de la formation ".

Le débat dont vous pouvez prendre connaissance dans les pages suivantes a montré l'importance essentielle d'organiser les assises pour l'emploi dans les prochaines semaines, en s'appuyant sur de nombreux débats locaux et dans les entreprises au plus près des exigences du terrain.

Rappelons que ces Assises sont issues, au départ, d'une demande très pluraliste avec un texte rassemblant des personnalités ou des responsables d'organisations diverses. Ce n'est pas une initiative rabougrie, repliée, identitaire, mais, elle est mise à la disposition du plus grand nombre.

Les communistes ont des propositions qui sont contenues dans le programme du 33e congrès. Elles se situent dans une démarche globale de recherche de sécurisation de l'emploi et de la formation.

Ces propositions sont au service de l'élaboration collective, du débat. Ceux-ci et les assises doivent donc être enrichis, modifiés et, évoluer en fonction des attentes de notre peuple.

**L'objectif maintenant est de prendre toutes les décisions nécessaires pour que les assises aient lieu à la mi-novembre.**

## Compte-rendu du débat de la rencontre des initiatives pour l'emploi de la fête de l'Humanité.

### Alain Obadia :

Cette rencontre a été conçue pour faire le point de nos initiatives sur l'emploi. À la fois les luttes mais aussi les débats locaux et d'entreprise qu'il est indispensable de mener et les assises de la sécurisation de l'emploi.

### **Les objectifs des assises**

Quels objectifs devons-nous atteindre ? Quels sont le sens et la nature de nos assises pour l'emploi.

1) Il s'agit de faire le lien entre:

- les attaques subies par les salariés et les populations (licenciements, chômage massif, délocalisations, précarité..),

- les luttes menées par les salariés (Polimeri, IPMarti, Trefimétaux,..),

- les luttes dont les liens avec l'emploi sont évidents telle que la privatisation de Gaz de France.

Il s'agit de faire le lien entre toutes ces luttes et les propositions politiques que nous voulons mettre en avant pour apporter des solutions structurantes et durables sur les questions de l'emploi. En faisant la liaison entre le vécu concret et les données politiques.

Cette rencontre entre la vie quotidienne des gens et les questions politiques a été déterminante dans la victoire du 29 mai 2005 et aussi celle sur le CPE.

Les initiatives que nous prenons sont ancrées sur le réel, le vécu des salariés et des populations. Ce ne sont pas des colloques de spécialistes, mais bien des réunions en lien avec la lutte.

2) En deuxième point, ces initiatives sont au service du processus de rassemblement dans lequel nous sommes partie prenante. En effet, si l'on fait le bilan de la réunion des collectifs antilibéraux du 10 septembre dernier, on voit à quel point il y a besoin de faire des efforts constructifs pour faire avancer sur les contenus. Notamment sur la portée des objectifs en matière d'emploi, sur les moyens et notamment les moyens financiers, au-delà du partage des richesses, et aussi sur de nouveaux pouvoirs.

Il y a besoin de l'irruption des besoins populaires avec l'ambition nécessaire pour que le rassemblement pour une transformation réelle puisse l'emporter. Nos initiatives pour l'emploi, notamment les Assises sont au service de cet objectif-là.

### **Une construction citoyenne**

Ces Assises sont issues, au départ, d'une demande très pluraliste avec un texte rassemblant des personnalités issues d'organisations diverses. Le Parti communiste français a pris l'initiative pour que cela se réalise. Ce n'est pas une initiative rabougrie, repliée, identitaire, mais elle est mise à la disposition du plus grand nombre.

Notre démarche est celle d'une construction citoyenne.

Nous avons évidemment des propositions qui sont contenues dans le programme du 33<sup>ème</sup> congrès et nous pensons qu'elles sont pertinentes, cohérentes avec des objectifs sociaux élevés, des moyens, et des nouveaux pouvoirs. Elles se situent dans une démarche globale de recherche de sécurisation de l'emploi et de la formation. En cohérence avec une série de chantiers qui vont de la lutte contre les licenciements, à la sécurisation plus globale de l'emploi, ou encore l'indemnisation des chômeurs. C'est aussi la construction d'un système permettant d'éradiquer le chômage et de changer le travail.

Mais notre conception, ce n'est pas de délivrer une vérité « clé en main ». Notre conception, c'est que ces propositions soient au service de l'élaboration collective, du débat. Nos débats et nos assises doivent être enrichis, modifiés et, évolutifs par rapport à ce qui constituent les attentes de notre peuple. Voilà donc la démarche qui traverse nos initiatives.

### **Concrètement, comment voulons-nous faire pour les prochaines semaines ?**

D'abord dans les luttes, notre rôle est de faire vivre cette idée de chaîne humaine dont a parlé Marie-George Buffet et je veux insister sur le rôle du RAPSE pour cela. Ce réseau vise à faire converger les luttes en faisant remonter les expériences, en les mettant en réseau et en permettant à tous d'échanger sur les bonnes idées et sur les enseignements que nous devons tirer de ces luttes.

### **Des débats au plus près des réalités**

C'est dans les départements, dans les débats locaux que nous voulons organiser, que nous pourrons à la fois prolonger cette réflexion sur les luttes et mettre en oeuvre la liaison avec les propositions politiques. Aussi



ces débats sont à préparer avec la même conception : partir des problèmes vécus et essayer de confronter sur les propositions.

C'est dans ces débats qu'émergeront les exigences populaires et que nous réussirons à intégrer cette interaction citoyenne.

Dans les semaines qui viennent, il est important d'organiser les débats dans les localités à partir des situations concrètes et précises, dans les entreprises à partir des licenciements, des restructurations et des délocalisations, mais aussi à partir des besoins d'emploi, de formation, de qualification aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public et dans la fonction publique.

Nous devons avoir beaucoup d'ambition: c'est la clé de la réussite de ces Assises.

### Ne pas laisser le terrain à la droite

Ce qui me conduit à dire quelques mots de ces assises en insistant sur le fait qu'elles vont avoir une importance politique renouvelée par rapport à ce que nous concevions au départ. Comme vous le savez le premier ministre D. de Villepin a décidé d'aller vers une Conférence sur les salaires, les revenus et l'emploi qui est prévue au mois de décembre. L'objectif politique, c'est l'acclimatation du consensus à l'allemande, d'un compromis social d'intégration des syndicats. Il faut noter que cette conception existe aussi dans la réflexion des tenants du social libéralisme.

Les assises et les débats préparatoires seront de fait une grande initiative politique qui éclairera cette question et permettra le débat sur l'ouverture d'autres perspectives. Donc les Assises régionales, d'ores et déjà, sont à l'ordre du jour de plusieurs réunions, notamment celle des secrétaires régionaux. L'objectif est de les tenir dans les 22 régions. Dans la deuxième quinzaine de novembre ou au début décembre.

Elles doivent s'appuyer sur les débats locaux et d'entreprises c'est la condition de leur réussite. Sinon ce serait des débats formels et rabougris. Il y a déjà un certain nombre de décisions prises et de dates fixées. Nous allons en faire le point dans la discussion.

Sur le contenu des Assises, nous tiendrons une réunion le 27 septembre des différentes commissions de travail concernées et des secrétaires des comités régionaux.

En parallèle avec ces débats, un groupe de travail commencera à travailler sur un projet de loi, mais dans l'esprit dont je viens de parler, c'est-à-dire un document à enrichir et à faire évoluer à partir des débats.

Dès que la première version sera élaborée nous vous la transmettrons dans cet esprit-là. Une conception évolutive et à améliorer.

La proposition de loi n'est pas une fin en soi, mais un vecteur politique par lequel il s'agit de développer un débat citoyen et une dynamique de construction.

## La discussion

### Olivier Del Rizzo: les ingrédients d'une lutte victorieuse

**J**e vais essayer de tirer les enseignements de dix mois de lutte victorieuse pour contribuer au débat de préparation des assises.

IPMarti est un équipementier automobile du bassin d'emploi de Montbéliard qui est le deuxième bassin d'emploi de France dans le berceau de l'automobile Peugeot. Le 1<sup>er</sup> novembre 2005, les dirigeants américains de notre entreprise qui appartenaient à une multinationale, ont annoncé aux salariés la fermeture de l'entreprise et le licenciement de l'ensemble du personnel ainsi que la délocalisation de la production sur le site italien. La réaction a été immédiate: on a refusé catégoriquement ce chantage et refusé un plan dit social : le "plan de sauvegarde de l'emploi".

On nous proposait des chèques valises et on voulait que l'on se taise.

On a refusé et engagé la bataille en nous appuyant sur le fait qu'il n'y avait aucune raison objective, ni financière, ni économique pour une telle décision. Durant la première phase de la bataille, pendant soixante-trois jours, nous avons occupé l'entreprise. Avec beaucoup d'événements et d'enseignements forts.

J'en citerai quatre :

- **La solidarité territoriale**: il y a eu une énorme solidarité de lutte et financière parce que l'entrée en résistance sur ces questions d'emploi et de délocalisation sur le bassin de Montbéliard a fonctionné comme un déclic face aux grands donneurs d'ordre. En effet cette décision du groupe américain de fermer l'usine et de délocaliser n'a pu être prise qu'en accord avec le donneur d'ordre PSA car IPMarti réalise 60 % de son chiffre d'affaire avec PSA.

Donc il y avait une double responsabilité : celle de la multinationale américaine, mais également celle du donneur d'ordre.

Il y a eu vraiment un grand mouvement de solidarité et les gens se sont reconnus dans ce conflit.

- **Le volet judiciaire** : comme on occupait l'entreprise, évidemment les patrons de celle-ci ont fait une démarche judiciaire pour demander l'expulsion des salariés de l'entreprise. Mais à l'opposé de leurs attentes, le tribunal de Montbéliard a conclu autrement : il a déclaré l'occupation légale puisque les salariés protégeaient leur outil de travail, l'entretenaient, insinuant donc, que leur combat était juste. C'est une décision importante contre laquelle la direction a fait appel dans

un premier temps. Mais, par la suite, compte tenu du rapport de force sur le pays de Montbéliard, elle s'est rétractée. Cette décision du tribunal fait maintenant jurisprudence.

Tous les syndicalistes, qui, dans les entreprises, sont confrontés à ce genre de situation, pourront s'appuyer sur cette jurisprudence.

#### - La responsabilisation sociale et territoriale de PSA:

Au départ les dirigeants de PSA ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas s'immiscer dans les affaires de leurs fournisseurs. Mais, deux mois plus tard, le rapport de forces ayant grandi, la direction a été obligée de changer de position en assurant qu'en cas de reprise, elle continuera à assurer une charge de travail à IPMarti.

#### - L'échec à la liquidation financière:

Après avoir organisé l'assèchement de la trésorerie de l'entreprise, la direction a demandé à la chambre de commerce de Montbéliard la liquidation judiciaire de l'entreprise. S'il y avait liquidation judiciaire, il n'y avait plus d'entreprise, c'était fini. Donc, nous l'avons combattue avec notre cabinet d'avocats, le cabinet Grumbach, et obtenu le redressement judiciaire de six mois. Or, comme il n'y avait plus d'argent dans l'entreprise, en principe, le juge aurait dû prononcer la liquidation judiciaire. Il a prononcé le redressement judiciaire uniquement parce qu'il y avait un rapport de forces important sur le pays de Montbéliard, et surtout parce que l'on avait avancé des propositions alternatives crédibles à la fermeture de l'entreprise.

Dans cette lutte, à l'initiative des élus communistes s'est mis en place un comité de soutien sur le bassin de Montbéliard qui a réussi à rassembler très largement, notamment des élus de régions dans leur diversité. Mais on n'a pas mis la charrue avant les boeufs. C'est parce que l'on avait des objectifs et des propositions crédibles que nous avons pu réaliser un large rassemblement et une grande mobilisation.

Pendant six mois, on s'est fixé avec les salariés plusieurs objectifs :

- maintenir la mobilisation.
- travailler avec les salariés et la population à un projet industriel porteur de propositions développant l'avenir de cette entreprise.
- travailler à la recherche d'un repreneur. On avait la garantie de PSA qui s'était engagé sur les marchés. On a retrouvé le repreneur en août dernier : une entreprise allemande. On avait mis une condition pour cette reprise : pas de fonds de pension. Aujourd'hui l'entreprise a ré-ouvert ses portes. On a accepté la reprise par un industriel déjà spécialisé comme équipementier automobile. Il s'agit de l'allemand UKM de 500 salariés. Il s'est engagé à mettre en place le plan industriel et sur

l'emploi. Avec des engagements précis pour que nous retrouvions l'ensemble des emplois d'ici un an. Aujourd'hui une dizaine de salariés n'ont pas encore repris le travail, mais ils se sont engagés dans une formation dans le cadre d'un contrat de transition professionnelle. Avec l'engagement écrit de l'entreprise devant les pouvoirs publics que l'ensemble des salariés sera repris dans l'année.

C'est une belle victoire qui montre l'atout que constituent des propositions alternatives.

#### Hugo Vandamme (dirigeant national de la JOC). Une campagne pour que les jeunes s'expriment sur l'emploi.

**P**our la jeunesse ouvrière chrétienne, donner sa place aux jeunes des milieux populaires, c'est un combat que nous menons depuis quarante ans. Bien souvent, ce sont des jeunes éloignés des organisations qui ne participent pas aux élections et qui ne sont pas représentés. On pense qu'ils ont tous leur place à prendre dans la société. Le fait que l'on soit une organisation de jeunesse présente dans les quartiers facilite énormément les choses pour s'engager et réfléchir ensemble, pour voir que l'on a tous une place à prendre ensemble.

En ce qui concerne l'emploi des jeunes, tout le monde en fait sa priorité. Mais les jeunes des milieux populaires comprennent mal d'où viennent ces propositions et ils n'ont pas le sentiment d'avoir été associés et que leurs besoins sont pris en compte.

D'où l'idée du lancement d'une campagne : **emploi : atouts jeune**. Atout, parce que l'on considère que la jeunesse est une richesse pour le pays, pour les entreprises.

Notre première préoccupation a été de donner la parole aux jeunes. Pour cela nous sommes passés par une enquête, aidé par un institut de sondage, le CSA. Cela nous a aidé à valoriser les résultats de cette enquête lancée en décembre 2005 avec une quarantaine de questions qui concernaient l'emploi, la formation, les conditions de travail, l'orientation et les principales aspirations des jeunes dans le domaine du travail.

Six semaines d'enquête nous ont permis de contacter plus de 30.000 jeunes en France. À partir des résultats nationaux, régionaux et locaux, on a continué de donner la parole et de favoriser les rencontres avec des syndicalistes, des responsables d'entreprise, des élus, des acteurs de l'emploi (missions locales, ANPE,...).

On a organisé plus de 200 rencontres de ce type dans toute la France. Au total, ce sont des milliers de jeunes qui ont participé. Ils ont pu s'exprimer, prendre la parole, s'adresser à des employeurs et des élus locaux. Cela a permis de lever quelques incompréhensions. Nous avons aussi organisé des initiatives locales



(comme dans les ANPE,...) cela nous a permis d'inter-peller aussi bien les enseignants sur les questions d'orientation, que les employés de l'ANPE sur les conditions d'accueil et d'écoute des jeunes. Ces rencontres ont aussi permis aux jeunes de prendre du recul sur leur propre vie et les aider à structurer leur développement, de réfléchir à leur passage de la formation à l'emploi.

On constate aussi dans cette enquête que 80 % des jeunes aspirent à s'insérer dans l'emploi, ils sont presque autant à être inquiets sur l'avenir de la France. En effet ils voient la précarité, le chômage et surtout les situations d'échec autour d'eux. Les tables rondes suscitent l'espoir, mais on a vu que l'on ne pouvait pas changer fondamentalement les choses à partir des seules initiatives locales. Ce qui a donc amené ces jeunes à réfléchir sur des questions nationales. Toutes les idées exprimées dans les 217 initiatives locales ont été recensées, puis remises en débat au niveau local.

Le 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre, au CNIT, à la défense, 1500 délégués de toute la France viendront en débattre avec des représentants du MEDEF, de toutes les forces politiques et syndicales. Ils seront interpellés par tous ces jeunes sur leurs exigences. Marie-George buffet et Bernard Thibault seront présents.

### **Daniel Tombereau (Gard) Des assises s'appuyant sur les réalités du Gard**

**A**vec notre fédération du PCF du Gard, nous avons décidé de faire précéder la préparation des assises régionales par des assises départementales parce que nous partageons cette idée qu'il est nécessaire qu'il y ait des débats dans les entreprises et les localités. Nous partageons idée du lien entre les luttes et la construction de ce projet de sécurité d'emploi ou de formation. En effet, ce n'est pas un projet à prendre, clé en main, mais à construire à partir des attentes et des luttes. J'en profite pour saluer la présence sur la fête de nos camarades de Fabio Lucchi, qui sont en grève depuis plus de cinquante jours. Ce qui montre l'importance des luttes sur les questions de la pauvreté dans les entreprises et de précarité. De même que les phénomènes de discrimination à l'embauche dans les entreprises qui existe dans les quartiers populaires.

Dans le Gard, notre idée est de développer l'emploi industriel à partir de l'existant et de projets concrets.

#### **Nous avons trois pistes :**

- le projet industriel autour de la verrerie du Languedoc qui a subi un démantèlement est un plan social important. Il y a eu des départs massifs en retraite mais la question des créations d'emplois se pose. Nous réfléchissons à un projet de diversification avec la possibilité de fabriquer des bouteilles pour des produits viticoles de la région Languedoc Roussillon.

- la deuxième piste c'est la reprise de l'industrie charbonnière, à l'exemple de ce qui se fait dans la Nièvre. Nous menons ce projet en coopération avec les salariés d'EDF avec la reprise de la centrale d'Aramont, que nous avons arrachée, mais qui doit être relancée à partir de la combustion de fuel, alors que le charbon est disponible. Il s'agirait d'examiner ce projet en prenant en compte certains problèmes comme ceux des qualités différentes de charbon et aussi le fait que ces mines ont été noyées alors qu'il existe des réserves considérables.

Il s'agit bien évidemment d'exploiter le charbon avec une vision du développement durable et donc avec des technologies nouvelles et en appel à la formation.

- la troisième piste c'est la création d'un atelier de réparation pour la SNCF. C'est un projet à travailler à partir des attentes des cheminots, notamment en matière de formation.

Sur la formation, il y a besoin d'évoquer les difficultés liées à la formation : je pense notamment aux femmes qui travaillaient dans la restauration à la Poste et qui ont eu d'énormes difficultés à réintégrer le métier de facteur à plus de cinquante ans.

Il y a besoin aussi d'évoquer le problème de la souffrance au travail et de la gestion du stress et des nouvelles méthodes de management. Je voudrais évoquer le nomadisme à France Télécoms et à EDF. Il y a besoin de débattre et d'avoir un avis sur ce qui en premier lieu apparaît comme une liberté car le salarié n'est pas en contact direct avec son patron car il prend ses ordres sur son portable. Mais en fait il organise sa propre exportation.

Il y a aussi besoin de réfléchir à la place et à la situation des cadres à qui l'on demande à partager la stratégie de l'entreprise. Ce qui est en fait une remise en cause de leur droit à la citoyenneté. Il y a aussi besoin de discuter des droits et des pouvoirs nouveaux dans les comités d'entreprise.

### **David Pellicer ( midi – Pyrénées) Les contenus indispensables pour avancer**

On a déjà engagé des choses dans le cadre des comités unitaires contre le libéralisme, notamment au moment de la bataille sur du référendum au traité constitutionnel, au cours de laquelle la question de l'emploi a été l'objet d'une discussion.

Sur les départements, nous avons déjà eu des initiatives. Dans tous ces débats on a vu que la question du contenu des propositions favorisant le rassemblement est bien la question centrale qui était posée.

Si nous pouvons nous féliciter de la victoire d'IPMar-ti, dans nos départements, ce sont plutôt des échecs dans des batailles engagées qui ont dominé. Comme à Montauban chez Valéo, où nous avons perdu 500 emplois peu qualifiés notamment féminin. Le combat que nous devons mener est aussi celui de nous armer sur le

plan idéologique pour faire reculer la fatalité.

Nous préparons des assises régionales dans de même esprit que nous avons mené la campagne sur la constitution, le plus ouvert possible. Nous aurons besoin de parler des questions locales, mais aussi des enjeux nationaux et des questions européennes.

Sur Midi-Pyrénées, nous aurons besoin d'écouter mais aussi d'avoir des perspectives. Nous disposons d'un pôle aéronautique extrêmement important et un gros pôle agro-alimentaire. Ce sont des mastodontes aux pieds d'argile et nous ne savons pas dans les années à venir ce que sera leur avenir.

On parle beaucoup de pôles industriels, mais voyons bien les faiblesses que nous avons à aborder des questions des services. On a perdu dans les années 70 la bataille de l'organisation syndicale comme politique dans les entreprises à emplois féminins et de services.

Nous devons voir comment repartir à leur reconquête.

Il faut aussi que l'on travaille sur la question de la formation permanente et initiale. Nous avons réalisé des avancées importantes sur les questions de l'emploi, de sa sécurisation et son financement. Mais il y a des carences sur la question de la formation. Dans les régions nous avons des expériences sur la formation initiale et mené de grandes luttes sur le CPE. Si nous avons de grandes ambitions, il faut savoir ce que nous allons faire dans le domaine de la formation, et aussi par rapport aux apprentis pour leur ouvrir d'autres perspectives que de devenir le sous prolétariat dans les entreprises.

### Pascal Borelly (Hauts-de-Seine) emplois, moyens financiers, droits nouveaux

**J**e pense que l'élection présidentielle va se jouer en partie sur les questions de l'emploi. Dans le débat sur l'aéronautique dans le stand de Haute Garonne l'exigence de la stabilité dans emploi monte, mais aussi celle de la stabilité dans le capital avec l'annonce du retrait de Lagardère du capital de AEDS.

La question du financement de grands projets de l'ordre de 3 à 5 milliards d'euro se pose aussi et donc aussi celle du pôle public financier. Les questions des droits et des pouvoirs des salariés dans les entreprises sont aussi prégnantes. Comme celle de la coopération nationale et internationale.

Il s'agit de construire avec les forces sociales une grande loi de sécurisation de l'emploi et de la formation,

Marie-George Buffet, à Toulouse le 26 octobre, viendra débattre de tout cela avec les salariés de l'aéronautique.

Par ailleurs, dans les Hauts-de-Seine, à partir d'une initiative sur l'emploi industriel que nous avons lancé l'an dernier, nous avons créé un comité local de sécuri-

sation de l'emploi, autour d'un certain nombre d'entreprises et services publics pour tisser des liens de solidarité entre ces entreprises et parvenir à des constructions politiques.

### Un intervenant du Doubs :

**D**ans la lutte d'IPMarti, le comité de soutien aux salariés a joué un grand rôle. Sur le plan financier 100.000 € ont été collectés. Il a permis de sensibiliser les jeunes qui ont été choqué par la manière dont les salariés formés et qualifiés sont traités dans les entreprises.

Le rôle du comité de soutien n'était pas celui de donner des leçons à qui que ce soit, mais il n'existe que parce que les salariés étaient en lutte. Le nouveau rôle du comité de soutien est de tout faire pour que les cinq salariés soient réintégrés dans l'entreprise, que Renault tienne ses engagements par rapport aux commandes et aussi de faire respecter le plan industriel par l'entreprise.

**Mais cela ne nous donne pas le droit de donner des leçons pour les autres entreprises. La question de l'autogestion est aussi revenue à l'ordre du jour, puisque les salariés comptent travailler plusieurs mois sans patron, au grand dam de Peugeot qui ne voulait discuter qu'avec un repreneur.**

### Jean-Pierre Morvan (Essonne) travailler les questions en amont.

**C**es assises régionales caractérisent l'ambition que nous avons. Le PCF est le seul à porter cette ambition jusqu'à faire légiférer et gagner une loi pour sécuriser l'emploi et la formation.

Il faut pour cela s'appuyer sur les luttes. Dans notre département des menaces sur l'emploi se développent chez Altis, Faurécia et nous avons eu l'expérience de la Facom. Les schémas utilisés par le patronat sont largement connus. Nous savons que nous devons les contester. En nous appuyant notamment sur la population et les demandeurs d'emploi. Voyons bien qu'il faut aussi nous tourner vers ces derniers, et pas seulement vers les salariés en poste, pour élaborer nos propositions.

Deux niveaux sont nécessaires : la réaction dans les luttes, mais aussi la nécessité de prendre en amont les questions. En travaillant en particulier les propositions avancées par les salariés dans des entreprises, qu'il s'agisse de l'avenir de leur filière, mais aussi en lien, la pénibilité du travail. Cette pénibilité si l'on en parle dans les luttes, il faut aussi la traiter en amont, notamment avant que les plans sociaux soient à l'ordre du jour.

Il faut aussi insister sur la responsabilisation sociale des entreprises, mais aussi sur leur responsabilité politique. On l'a vu il y a quelques jours avec Altis : nous avons adressé un courrier à Villepin sur ces questions, mais il y a aussi la question des aides publiques : 38 millions d'euros pour Altis sans contrôle des salariés et des pouvoirs publics : c'est ahurissant. Il faut rompre avec cela. Cela renvoie aussi à la question d'amont et d'aval. C'est en amont qu'il faut vérifier que les fonds publics servent bien l'emploi et que les filières sont viables. Est-ce que les micro processeurs seront viables pour l'Essonne et la France : c'est une question qu'il faut traiter. C'est une question que les salariés doivent travailler.

La question première pour les présidentielles c'est l'emploi. Nous avons des propositions de sécurité d'emploi et de formation qu'il ne faut pas mettre sous le manteau, mais au contraire promouvoir et mettre au grand jour. Il faut que cela soit un des enjeux de la présidentielle.

### **Paul Boccard La sécurisation : les moyens, les pouvoirs...**

En effet, nous sommes engagés dans une bataille politique avec les élections présidentielles. Pour la transformation sociale effective et le cœur de cette bataille, c'est le social et l'emploi. Villepin nous dit "conférence sur l'emploi" en décembre, Ségolène royal dit Conférence emploi aussi, mais pour quoi faire ? Avec quels moyens ? Avec quel pouvoir ? C'est la principale bataille. Ce n'est pas seulement celle du Parti communiste. C'est aussi le rassemblement qu'il faut opérer. Un rassemblement transformateur avec les forces organisées et le mouvement social. Les Assises sont un moment décisif : on dit une grande loi la sécurisation de l'emploi et de la formation. Il ne s'agit pas de balancer une loi, il faut faire avec les travailleurs, les citoyens, en utilisant des questionnaires et croiser les travaux des juristes, des économistes avec ce que les gens veulent, avec ce qu'ils font. Il faut quelque chose d'ouvert. Sans les luttes, une loi ce n'est rien du tout. Le problème de ces Assises ce n'est pas seulement des idées sur une loi, c'est aussi mobiliser sur des luttes transformatrices qui vont aller avec cette élaboration. Parce que des transformations seront nécessaires comme celles des institutions qui nécessiteront des luttes importantes. Il faut donc faire venir dans ces Assises tous les acteurs sociaux concernés: les organisations sociales, les organisations politiques. Pas seulement discuter entre communistes. Et débattre des objectifs sociaux, des moyens et des pouvoirs.

Par exemple les objectifs sociaux avec les gens concernés. C'est-à-dire les gens concernés par les trois moments importants de la précarité

- les jeunes à l'entrée de la vie active et la sécurisation

de leur emploi : ces jeunes doivent venir sur cette question là, notamment.

- La sécurisation des parcours professionnels en voyant bien que toutes les organisations syndicales de la CGT à la CFDT parlent de la sécurisation des parcours professionnels.

- la sécurisation de la fin de la vie active.

Il y a aussi les 3 privations d'emploi :

- les chômeurs,

Les précaires

- Ceux qui sont menacés de licenciement en prenant les questions en amont.

Il y a aussi trois formes de discrimination sur l'emploi :

- les femmes

- les salariés issus de l'immigration

- les jeunes.

Et, brochant sur tout cela, la question que nous sous-estimons tous: celle de la formation. C'est une révolution à réaliser. Ce n'est pas parce qu'elle est aujourd'hui souvent dilapidée dans la formation que ce n'est pas une chose extrêmement importante et que nous sous-estimons tous. C'est une révolution. Avec l'importance du développement de soi-même, pour sa vie. C'est toute l'importance de l'activité en emploi et de l'activité en formation avec des rotations entre ces deux activités. C'est un changement complet fondamental pour éradiquer le chômage.

La question des moyens financiers est ce qui a besoin d'être le plus travaillé. J'ai été reçu par les gens de la JOC. Ils m'ont dit qu'ils étaient faibles sur la monnaie. C'est la faiblesse de tout le monde parce que c'est l'idole qui est derrière le rideau et il ne faut pas en parler. J'ai connu un prêtre à Cuba qui disait "je suis athée sur la question de la monnaie". Il y a un Dieu monnaie dont il faut parler car c'est le cœur avec les banques.

Il y a les fonds publics, bien sûr, avec les 21 milliards d'euros donnés pour exonérer les cotisations sociales patronales. Avec cet argent-là on pourrait mobiliser 250 milliards de crédits à taux zéro d'intérêt. Ils serviraient à la prise en charge de la bonification de ces crédits et permettraient de développer des projets massifs. Ségolène Royal dit qu'il faut contrôler que ces exonérations vont faire de l'emploi mais sans voir que ce type de financement risque de faire des emplois qui en chassent d'autres en les remplaçant par des emplois à bas salaires tout en faisant pression sur l'ensemble des salaires.

Le crédit et les banques c'est le principal. Il faut que les salariés des banques et de la banque de France participent aux Assises régionales. Avec les salariés des entreprises. Il faut changer le rapport des entreprises aux banques. Et changer le rôle de la Banque centrale européenne. Je viens d'entendre Emmanuelli, Krivine,

mais personne ne parle de la banque centrale européenne. Pas touche à la banque. Il faut rendre populaire cette question d'un autre rapport des banques avec les entreprises. Ce n'est pas difficile. Nous avons cette proposition de Fonds régionaux et de fonds national avec un pôle public de financement pour cela. C'est parce que le crédit c'est énorme que l'on n'en parle pas.

Et enfin les fonds des entreprises comment sont-ils gérés? Avec quelle critères? Avec quels droits? Pour développer les hommes, non pas contre les hommes, mais pour développer leur formation, la recherche, l'emploi qualifié. Et les pouvoirs, pas seulement ceux que l'on délègue au président, mais ceux que l'on conquiert dans les entreprises, dans les services publics, dans les bassins d'emploi pour utiliser ces moyens financiers, pour ces objectifs sociaux. Ces pouvoirs, cela se construit pour élaborer des propositions alternatives à tous les niveaux.

Il faut aussi des institutions nouvelles pour aider à cordonner et à soutenir ces pouvoirs. Les institutions de coordination des pouvoirs dans des entreprises, dans les localités et dans les bassins d'emploi.

### Une salariée de Hewlett Packard (Grenoble) Le contenu du travail

**O**n parle du taux d'activité, mais parlons aussi du taux d'inactivité. C'est de l'ordre de 18 %. 10% du temps de travail pour la formation: cela permettrait de remettre au travail la quasi totalité des chômeurs en emploi.

L'emploi au coeur de la campagne. Mais l'objectif, c'est aussi changer nos vies dans toutes leurs dimensions, dont l'emploi est une brique essentielle. Mais il faut voir aussi les salariés maltraités, même si cela ne se voit pas forcément dans les entreprises avec le management actuel.

Les licenciements boursiers cela se voit, mais les maltraitements au travail, cela ne se voit pas. Changer nos vies c'est tout cela.

Travailler trente-cinq heures, pour les féministes, on parle des trente-deux heures : une rupture.

J'essaye de mettre en avant les choses dont on parle peu : d'abord l'emploi c'est aussi l'emploi pour les femmes. Quand on parle d'emplois industriels quel type d'emplois envisageons-nous ? Pour les femmes sous-

qualifiées et sous-employées. Il y a des gens autour de moi qui sont licenciés et au RMI.

Sur la question des contenus d'emploi, il y a besoin de toucher aux stratégies des entreprises. Ainsi dans les PME industrielles, c'est peut-être plus facile à appréhender. Pour faire redémarrer une usine on peut imaginer des propositions à élaborer.

Mais pour une entreprise comme Hewlett Packard, il faut toucher à la stratégie de l'entreprise. L'informatique, c'est comme l'énergie, il y en a besoin partout. Comment faire?

S'il faut parler des fonds publics, il y a des fonds qui nous pompent nos richesses. Quand on dit développer l'emploi industriel, il s'agit des besoins industriels ici et dans le monde entier, il faut voir grand et petit à la fois et aussi au masculin et au féminin ensemble.

### Alain Obadia En avant

**C**e qui ressort de ce débat, c'est l'importance essentielle de ces assises pour l'emploi dans les prochaines semaines, il n'y a rien de plus urgent que d'organiser les débats locaux et dans les entreprises et de prendre toutes les décisions nécessaires pour que les assises aient lieu à la mi-novembre comme nous l'avons indiqué.

Sur le contenu je partage ce que vient de dire Paul Boccarda et simplement insister sur un point. Le parti communiste à un certain nombre de propositions que nous considérons comme pertinentes. En même temps il y a la nécessité de l'élaboration citoyenne, nous ne sommes pas des gens qui disent nous en avons réfléchi en vase clos et nous vous demandons de vous l'approprier. Ce n'est pas cela la démarche. Au contraire nous disons des propositions et nous proposons de les confronter avec votre expérience et votre vécu, avec les situations locales les plus concrètes comme avec les grandes questions européennes et mondiales. C'est bien cette démarche que nous voulons mettre en oeuvre dans ces Assises dans cette démarche d'élaboration à des milliers de voix à laquelle nous vous invitons.